

10^e FORUM MONDIAL DE L'EAU

AU CŒUR DES ENJEUX GÉOPOLITIQUES

Vingt-sept ans après la première édition au Maroc, le dixième forum L'eau pour une prospérité partagée s'est déroulé du 18 au 25 mai 2024 à Bali, en Indonésie. Il a rassemblé plus de vingt mille participants venant de cent soixante pays, et présenté des initiatives concrètes.

Patrick Lavarde, IGPEF,

membre de l'Igedd, responsable du processus thématique du 10^e Forum mondial de l'eau

Tous les trois ans, le Forum mondial de l'eau (FME) rassemble à l'échelle internationale, les divers acteurs de l'eau : autorités politiques de tous niveaux, institutions, entreprises, ONG, cercles académiques. Il est organisé conjointement par le Conseil mondial de l'eau et par un pays hôte.

Le programme du forum a mobilisé plus de trois cents institutions à travers le monde qui se sont penchées ensemble, pendant plusieurs mois, sur une trentaine de sujets structurés en six thèmes : la sécurité de l'eau, l'eau pour l'homme et la nature, la gestion des risques, la gouvernance et l'hydrodiplomatie, le financement, la connaissance et l'innovation. Ces groupes de travail ont élaboré plus d'une centaine de sessions et une vingtaine de panels de haut niveau qui ont impliqué environ un millier d'intervenants au cours de la semaine.

En complément, des dialogues régionaux ont réuni de nombreux participants lors d'événements organisés dans les mois précédents, en Asie-Pacifique, en Afrique, en Amérique latine et autour de

la Méditerranée. Les résultats ont été présentés à Bali et un échange interrégional a fait émerger des initiatives partagées entre régions du monde.

Une déclaration en cinq objectifs

Au cours de la semaine du Forum, le volet politique a fait échanger six chefs d'États, 135 délégations ministérielles, 34 organisations internationales, 216 parlementaires, 160 autorités locales et régionales, ainsi que 300 autorités de bassin. La déclaration ministérielle Water for shared prosperity a mis l'accent sur cinq objectifs prioritaires : l'accès à l'eau pour tous, la résilience, le financement, la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable, et les synergies à créer entre les agendas de l'eau et les objectifs globaux.

Avant la cérémonie de clôture du forum, une séance de synthèse a présenté des initiatives concrètes résultant des travaux du forum, ainsi que des engagements d'institutions pour en assurer la mise en

œuvre. Sans faire une liste exhaustive, les quelques exemples qui suivent illustrent leur diversité.

Engagements des grandes institutions

Ainsi, l'Indonésie va soutenir la création d'un centre d'excellence international pour la résilience de l'eau dans le contexte du changement climatique. Un réseau international a été constitué pour mettre en œuvre un cadre de coopération sur la gestion de l'eau dans les petites îles. Une journée mondiale des lacs a été proposée à l'ONU pour assurer une meilleure protection de ces eaux. L'Association internationale des parlementaires va créer et animer un réseau interparlements sur l'eau et l'assainissement. La Commission européenne s'est engagée à financer des opérations de jumelage entre institutions de bassin. La FAO s'est engagée à aider au moins sept pays en développement pour mettre en œuvre un plan national de gestion de l'eau dans les deux ans à venir. Un observatoire inter-

© PATRICK LAVARDE





national des eaux non conventionnelles et des énergies renouvelables sera développé, en commençant par la zone méditerranéenne. De grandes ONG internationales et le programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) engagent un partenariat avec 47 pays pour restaurer 350 millions d'hectares de zones humides et 300 000 kilomètres de cours d'eau dégradés. Un consortium soutenu par l'Union européenne a été lancé pour surveiller la santé humaine à partir des eaux usées, selon une approche *One Health*. Sous l'impulsion notamment du Japon, des systèmes d'annonce de risques hydroclimatiques seront implantés dans plusieurs pays vulnérables. En matière de financement, plusieurs initia-

tives ont été prises, dont la conception d'un fonds dédié à l'eau qui impliquerait des pays développés donateurs, des institutions financières et le secteur privé. Un conseil de l'eau des pays d'Amérique latine a été lancé. Enfin, un plan d'action sera mis en œuvre par les nombreux réseaux de jeunes professionnels de l'eau.

Une organisation irréprochable

La première réussite de ce 10^e Forum : sa parfaite organisation par les hôtes indonésiens. Tous les participants conserveront le souvenir de l'accueil chaleureux qui leur a été réservé. Ils ne pourront pas oublier la gentillesse de la population ba-

linaise pour laquelle l'eau est si importante, comme l'a montré la cérémonie de la purification de l'eau à laquelle ils ont été conviés la veille de l'ouverture du forum, ou encore la visite des rizières avec le partage de l'eau.

Dans la durée, ce forum sera réussi s'il contribue à faire avancer la cause de l'eau dans l'agenda international. À cet égard, les autorités indonésiennes se sont engagées à poursuivre leur implication pour promouvoir les idées et les réponses proposées à Bali. La récente nomination de Retno Marsudi, ministre des Affaires étrangères de la République d'Indonésie, comme envoyée spéciale pour l'eau de l'ONU, devrait y contribuer. Parmi les missions qui lui seront confiées figure la préparation de la Conférence des Nations unies sur l'eau, en décembre 2026. À la suite, le prochain forum mondial de l'eau, qui aura lieu en 2027 en Arabie saoudite, sera un jalon important pour que les acteurs de l'eau proposent des solutions concrètes afin d'agir pour relever les nombreux défis en matière d'eau et d'assainissement. ■

“ Le programme a mobilisé plus de trois cents institutions à travers le monde qui se sont penchées sur une trentaine de sujets. ”